

Femmes, féminismes et
Europe: quelles perspectives?
quel avenir?

Fundação Cuidar o Futuro

CIMADE

Paris, 6 octobre 1989

Fundação Cuidar o Futuro



LES FEMMES, FEMINISMES,
PERSPECTIVES EN EUROPE

1. *DEUX ENJEUX DE CIVILISATION - LEUR INTERACTION*

L'Europe apparaît chaque jour plus nettement comme un continent où un spectaculaire réaménagement de l'espace est en train d'avoir lieu. Il est impossible de le réduire à l'échéance de 1992 affectée, depuis plusieurs mois, par d'autres événements politiques de portée incalculable. Il ne s'agit plus de frontières physiques. D'autres frontières, qui ont conditionné les relations internationales pendant plus de 40 ans, sont en train de s'écrouler.

En même temps, un autre espace, celui-là sociologique et non pas géographique, est aux prises avec un agencement d'une ampleur identique. Je parle du territoire social des femmes.

C'est dans les croisements, les impasses ou les ouvertures de ces deux espaces que la question Femmes/Europe peut être formulée. Il va sans dire que tant l'espace européen que le territoire social des femmes contiennent à ce stade plus d'inconnues que de données précises.

Les enjeux présents dans l'un et l'autre espaces ne sont pas des questions simples qui pourraient être traitées sur les seuls plans juridique ou économique.

Il s'agit, dans les deux cas, d'enjeux de civilisation. C'est dire l'ampleur de l'entreprise.

2. *L'ESPACE EUROPEEN*

Depuis la signature de l'Acte Unique en 1986, nous nous étions habitués à regarder l'avenir de l'Europe dans le cadre des événements concernant l'évolution de la Communauté Economique Européenne.

Mais d'autres événements sont venus se greffer sur celui-là. Nous sommes aujourd'hui témoins d'un nouvel agencement de l'espace européen qu'il y a seulement deux ou trois ans, nous n'aurions pas même eu l'audace d'imaginer. Penser l'avenir de l'Europe ne peut plus faire abstraction de la totalité du continent.

L'interpellation nous vient de l'Europe de l'Est: il y a quelques mois agacé par la continuelle utilisation du mot "Europe" quand on veut dire "CEE", Geremek s'indignait face à Anne Sinclair: "De quel droit vous considérez-vous l'Europe? Et nous? Nous ne sommes pas l'Europe? Vous avez besoin de nous comme nous avons besoin de vous."

Ce qui se fait entendre dans ces interrogations, c'est la mémoire-histoire, qui correspond à la vie-dans-la-durée des peuples de ce continent.

Cette mémoire-histoire n'est pas linéaire. Elle est perçue à travers l'alternance d'expansion et de repli des différentes entités politiques au gré de guerres, conquêtes, affrontements (il suffit de regarder "l'Atlas des Européens" pour voir à quel point tous les Etats de cet espace ont été pris dans une idéologie expansionniste et pour se rendre compte du long chemin parcouru jusqu'à aujourd'hui).

Mais elle est aussi perçue à travers de déconcertants mouvements d'unité, visibles dans la simultanéité d'événements culturels, scientifiques, spirituels.

Malgré son éclatement, la mémoire-histoire dit un déroulement collectif dans le temps.



Nous ne pouvons laisser de côté aucune des composantes, aucun des peuples qui font l'Europe.

Un bouillonnement d'idées et une mise en question radicale des institutions et de l'ordre établi après la deuxième Guerre mondiale traversent le continent européen.

La date 1992 s'inscrit dans une telle mouvance. Elle est, certes, un jalon décisif par référence à l'aboutissement de la CEE, mais les circonstances actuelles la rendent partie prenante d'autres processus qui n'avaient pas été planifiés.

D'abord, les pays en pleine transformation politique : la Pologne, la Hongrie, et, bien sûr, la Yougoslavie. A lire les commentaires occidentaux, on a l'impression que ces pays vont suivre exactement les mêmes chemins que ceux que nous avons nous-mêmes parcourus ... Ne pourraient-ils pas faire l'économie des erreurs du développement en Europe occidentale?

L'Union Soviétique ensuite: son processus de restructuration est une oeuvre gigantesque, touchant à la fois la démocratie à tous les niveaux, les liens entre les peuples qui la constituent et les rouages de l'économie. Des interrogations sans fin surgissent dès qu'on essaie de comprendre ce qui pourra se passer et qui ne manquera pas d'avoir des conséquences sur toutes les institutions européennes.

Nous ne savons pas ce qui se passera dans les autres pays de l'Est¹, sauf que leur processus de démocratisation est étroitement dépendant du sort de la perestroïka en Union soviétique. Parmi ces pays-là la RDA pose de nos jours des problèmes entièrement nouveaux, certains allant jusqu'à dire que des pas vers la réunification allemande (pourtant inscrite dans la Constitution de la RFA) poserait des obstacles insurmontables pour la réussite de la CEE ...

En Occident, les pays en dehors des 12 (leurs plus forts partenaires commerciaux) réunis dans le cadre de l'AELE², sont en pleine turbulence: l'Autriche a demandé son adhésion à la CEE, la Suède et la Norvège se posent très ouvertement la question et même la Suisse vient de former un comité mixte avec la CEE pour amener aussi loin que possible les zones de coopération.

L'entreprise CEE est partie prenante de cette mouvance. Le mouvement vers 1992 s'accélère. Plus des deux tiers des directives nécessaires à l'accomplissement du Marché Intérieur ont déjà été examinés ou sont en train de l'être. La question qui se pose avec 1992 est celle de savoir s'il s'agit d'une simple planification de quelque chose qui aurait dû être réalisé il y a 30 ans ou s'il peut devenir un rendez-vous de l'histoire.

Dans le contexte des changements en cours dans tout le continent, l'espace européen va beaucoup plus loin que les quatre libertés de l'Acte Unique: la liberté de circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes.

3. LE TERRITOIRE SOCIAL DES FEMMES

¹ Cette référence faite le 6 octobre 1989 nous montre, s'il en était besoin, l'extraordinaire vitesse qu'a pris le mouvement de démocratisation dans les pays de l'Est.

² Entretemps, des changements sont intervenus aussi à ce niveau, l'AELE ayant entamé un processus de coopération très étroite avec la CEE.

Que dire de l'espace des femmes? Une action intense se poursuit depuis une vingtaine d'années. La décennie des femmes de l'ONU a donné lieu à la création de mécanismes nationaux chargés de l'application des recommandations de Nairobi. Les questions concernant le statut et le droit des femmes sont devenues des politiques publiques au niveau des Etats et au niveau des instances internationales pourvues de pouvoirs normatifs.

On peut dire que ce qui, dans les années 60 et 70, avait constitué des objectifs des groupes de femmes et avait créé la force de leurs mouvements, a été repris par les pouvoirs publics. A tel point que, dans ce continent, l'égalité entre les hommes et les femmes dans la vie sociale, économique et politique, est devenue un objectif avoué des décideurs politiques.

Un travail systématique est en train de se faire au niveau du Conseil de l'Europe et dans le cadre de la CEE.

Il y a un an le Parlement Européen a procédé à l'examen des directives, résolutions et recommandations du Conseil des Ministres par rapport à l'égalité des chances. L'occasion a été utilisée pour dresser l'inventaire de ce qui pourrait devenir un Troisième Programme d'Action à moyen terme (1991-1996). Les aspects les plus importants sont les suivants:

- d'un côté, des conditions pour une meilleure application des directives et, de l'autre, des mesures nouvelles visant à améliorer le cadre législatif qui permet de facto l'égalité des chances ;
- des perspectives et des actions nouvelles dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle ;
- un ensemble de normes et d'expériences pilotes pour permettre que l'emploi des femmes soit envisagé sous une autre lumière ;
- l'urgence d'un programme pour les femmes du troisième âge;
- des actions de sensibilisation concernant l'image des femmes et leur auto-estime.

Tout cela semble parfaitement dans les normes. Et pourtant une difficulté majeure traverse le travail en cours pour l'égalité des chances. Elle concerne la législation de la sécurité sociale. A l'exception du Danemark, dans tous les Etats de la CEE les femmes ne sont pas encore des citoyennes à part entière face à cette législation. Elles ne jouissent que de droits dérivés, sauf si elles sont des travailleurs : dans ce cas leur être femme ne compte plus et elles jouissent de droits propres. Quand viendra le temps où la sécurité sociale, la protection sociale, sera indépendante du sexe, du statut familial et de la situation de travail? Tant que les femmes des pays de la Communauté ne sont pas, dans leur ensemble, sujets de droits propres, nous ne pouvons pas parler d'une pleine citoyenneté de femmes.

La transformation de l'espace européen offre une opportunité pour un saut en avant en tout ce qui concerne les droits des femmes. Aux femmes de saisir cet effet d'échelle.

En effet, le brassage qui est en cours dans le continent, les différents chemins qui conduisent à un espace européen sont une occasion dont les femmes doivent se servir pour accéder à leur propre citoyenneté.

C'est sans doute l'étape la plus évidente. Pour la réussir il faudra résoudre une fois pour toutes les questions qui découlent du fait que les femmes se voient souvent en tant que victimes potentielles d'une nouvelle situation. A la question "quelles conséquences pour les femmes?" il faut toujours en ajouter une autre "comment les femmes peuvent-elles faire changer les choses?"

Car quand on se situe en sujet de l'histoire, on définit les enjeux qui nous impliquent et nous engagent !

L'émancipation des femmes signifie non seulement "l'accès des femmes à ..." mais l'appropriation par les femmes des enjeux et des problématiques qu'elles peuvent contribuer à définir et à re-orienter.

Une telle appropriation n'est possible que si les femmes véhiculent leur propre culture. Or, elle est aujourd'hui rendue inaudible et invisible de par le fait que les femmes, en tant que groupe social, ont été obligées de se soumettre aux conditions, au langage et aux normes de la culture masculine dominante quand elles sont entrées dans les institutions qui jusque-là étaient des bastions masculins.

C'est à ce moment précis de leur histoire qu'une culture de femmes, tenue sous silence, commence à émerger. Ce faisant, elle crée un territoire social - elle s'applique et s'implique dans les problèmes et les enjeux auxquels les femmes sont liées. Non seulement aux "questions-des-femmes", aux "problèmes-des-femmes", mais à tout enjeu où une autre manière de voir et d'exprimer l'humain devient nécessaire et urgente.

Ce territoire social des femmes ne passe pas à côté de l'Europe qui est en train de se faire. Les deux espaces se croisent - Qu'en adviendra-t-il?

4. DEUX ENJEUX MAJEURS DE CIVILISATION

Deux problèmes majeurs doivent être affrontés car il s'y joue des questions de civilisation.

Tandis que l'Europe de l'Est découvre l'économie de marché, en Occident, et en particulier dans la CEE, le libéralisme est de mise. Chaque jour ce sont des fusions d'entreprises, l'euphorie de l'achat de ce qui est encore bon marché. Les capitaux sont fluides, presque invisibles, eux traversent les frontières sans problèmes!

Cette vague de marché libéral laissera de côté les plus faibles, les sans-voix, tous ceux qui ne peuvent pas protester ni revendiquer.

Les femmes qui vivent l'invisibilité et qui veulent briser l'enchaînement qui en découle ne peuvent pas ne pas lutter pour que les véritables défis soient regardés en face. Car la question doit sans cesse être posée même si elle semble naïve ... oui, il faut poser la question: l'augmentation de la production, la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes, servent à quoi? servent les besoins de qui? est-ce vraiment "l'amélioration des conditions de vie et de travail des Européens" qui est en cause comme le dit le Traité de Rome dans son Préambule?

Le deuxième grand enjeu est celui de la démocratie elle-même. Nous voyons en Pologne, en Hongrie, en Union Soviétique, hier encore en RDA, la force de l'aspiration démocratique, malgré toutes les difficultés de sociétés qui semblaient complètement figées.

Par contre, en Occident - et en particulier dans les pays de la CEE - la participation au processus démocratique semble un acquis. Est-ce là la cause de la passivité démocratique? (Telle peut être l'interprétation du taux d'abstention à l'occasion des élections européennes de juin dernier).

Depuis longtemps déjà, on parle d'autres instruments démocratiques. Or à l'intérieur de la CEE la démocratie fait défaut - c'est le déficit démocratique dont on parle tant. Il y a un sérieux danger que la CEE cesse d'être une "Europe de citoyens" et une "communauté de peuples" pour devenir plus proche des institutions de type inter-gouvernemental, comme l'OCDE ou l'ONU. Elle ne serait alors qu'une instance régulatrice de l'économie, du marché et de la monnaie.

Au-delà de sa propre démocratisation, la CEE rend évident le besoin criant de nouvelles médiations dans le processus démocratique.



L'élargissement du concept même de partenaires sociaux, la possibilité pour ces partenaires de participer à la mise en place de nouvelles normes et structures, sont des expressions de ces nouvelles médiations.

Les associations et mouvements de femmes sont indispensables en tant que médiations démocratiques pour faire entendre la culture des femmes par rapport aux enjeux de la société de l'avenir. Ils doivent prendre une place accrue dans la prise de décision de la Communauté.

Il faut que les membres des différentes associations voient leur présence auprès des institutions communautaires comme un des aspects les plus importants de leur activité et de leur enracinement dans le tissu social réel.

A ce lieu-là le test à la solidarité des femmes est décisif. Car le tissu social n'est plus uniquement français ou portugais, grec ou anglais. Il doit graduellement devenir un tissu européen. C'est au nom de ce tissu et de sa diversité qu'il faut intervenir.

5. L'ENCADREMENT DU MARCHE INTERIEUR

Un travail concret est nécessaire et urgent: rendre à la construction du Marché Intérieur son accompagnement social, scientifique et culturel.

Dans l'Acte Unique lui-même, signé par les Chefs d'Etat en 1986, le Marché Intérieur est accouplé à cinq autres buts

- un qui est encore du ressort de l'économie: c'est l'union monétaire ;
- deux buts d'ordre social : la politique sociale en tant que concertation des forces sociales à l'échelle européenne, et la cohésion sociale en tant que dimension et politique de correction des asymétries régionales;
- deux buts d'ordre culturel : l'un concernant la recherche scientifique et technologique dans le cadre d'un programme pluriannuel auquel participent les institutions qui travaillent dans ces domaines, but qui est au coeur de l'évolution de la Communauté; l'autre concerne l'environnement en tant que condition de survie et d'équilibre de tous les êtres vivants, sauvegardée à travers des politiques publiques adéquates.

Ne disons-nous pas souvent que dans le territoire social des femmes la personne humaine et les valeurs de la vie ont la primauté ? Voilà que ces rôles sont requis par la Communauté. Libérer l'homme de tous les asservissements que la machine économique a créés est une exigence éthique fondamentale. Défendre les sous-systèmes qui soutiennent la vie aujourd'hui et celle des générations futures en est une autre.

Ce qui est en cause, dans la réalisation effective de ces buts, est la transsectorialité des politiques, est l'interdépendance de tous les secteurs de la vie.

Plus que quiconque les femmes font l'expérience de cette interdépendance. Il leur revient de la transposer dans le domaine public et européen.

6. LES AUTRES REGIONS DU GLOBE

Les femmes affrontent la réalité européenne enracinée dans le territoire social qui est le leur. C'est dire qu'elles ne peuvent pas faire l'économie de leur solidarité avec des femmes d'autres continents.

Deux perspectives opposées sont à l'oeuvre qui traversent tous les groupes politiques à l'échelle européenne.

Pour les uns, la construction de l'Europe à travers la CEE est surtout conduite par le besoin de concurrencer le Japon et les EUA. Les actions à l'égard des pays de l'Est sont surtout marquées par l'espoir de voir s'y ouvrir de nouveaux marchés. Leur rêve c'est que l'Europe devienne la première puissance économique mondiale.

Pour les autres, l'espace européen est au prime abord un enjeu social et culturel qui s'inscrit dans la poursuite des valeurs qui définissent ce continent. Pour eux, la CEE ne peut pas se construire sans faire face à l'injustice institutionnalisée qui règne sur le monde entier et dont les 12 sont aussi responsables. Pour eux, l'Europe de l'Est est avant tout une partie de l'Europe, de la "patrie commune" dont parle Jean Paul II.

Il s'agit de l'affrontement idéologique majeur qui divise actuellement les Européens de la CEE et les divisera encore pour longtemps. Résoudre cette contradiction est une tâche impérieuse. La résolution est déterminante du rôle - positif ou négatif - que l'Europe jouera dans le monde.

Comment se manifeste ce conflit ? Prenons au Parlement européen les résolutions qui concernent les problèmes d'autres régions du monde.

Il y a toujours des personnes pour lesquelles la responsabilité à l'égard des peuples d'autres continents s'épuise dans l'aide en cas de catastrophes ou dans la défense des droits de l'homme.

Mais il y a aussi ceux pour lesquels cette responsabilité doit se traduire dans de nouvelles règles du jeu économique et monétaire.

Il s'agit de problèmes d'une gravité extrême et à l'égard desquels il faut des actions nettes :

- établir une coopération avec l'Amérique latine qui prenne en compte son problème majeur, la dette extérieure, et qui honore le principe moral du partage des responsabilités ;
- négocier la Convention de Lomé de telle sorte que les pays africains ne continuent pas de s'enliser dans des situations de pénurie extrême ;
- libérer le marché international pour que les pays producteurs de matières premières puissent exporter dans des conditions justes ;
- freiner la tendance au protectionnisme qui va jusqu'à détruire l'économie de pays aussi riches que l'Australie.

En outre, l'accélération de la construction du Marché intérieur et de son but ultime, l'Union européenne, est en train de provoquer dans d'autres régions du monde des réorganisation des relations et des espaces.

- Le marché commun des 16 pays de l'Afrique occidentale, créé en 1975, essaie de se doter des instruments nécessaires à sa relance ;
- les pays du Maghreb ont fait connaître leur intention de fonctionner en tant que région autonome ;

- les pays d'Amérique centrale préparent leur parlement et prennent déjà des décisions dans le cadre du sommet de leurs chefs d'Etat ;
- les huit pays de la déclaration d'Acapulco couvrant la presque totalité de l'Amérique du Sud s'acheminent lentement vers des plateformes communes concernant le commerce et la dette ;
- les pays de l'Asie du Sud-Est forment depuis longtemps un cadre régional dont les attributions ne font que croître, ...

Des espaces plus grands seront plus à même de résorber les zones de pauvreté et de négocier, en véritable partenariat, avec les grandes puissances économiques.

Qu'en est-il des femmes à cet égard ? Elles sont potentiellement le plus international de tous les mouvements sociaux. Leur rôle est de traduire cet esprit dans les instances qui sont en train de prendre forme.

Il s'agit de nouveaux lieux d'intervention. Ils offrent une autre visibilité pour les femmes et leur demandent une responsabilité accrue.

7. UNE TACHE EMINEMMENT CULTURELLE

L'ampleur des enjeux, la difficulté des problèmes, leur lien avec le quotidien de la vie exigent une dimension culturelle qui me semble en étroite correspondance avec l'émergence d'une culture des femmes.

A un moment de l'histoire où l'image de la femme est traitée comme si elle était interchangeable avec les choses, où les femmes sont invisibles dans l'information quotidienne, où tout semble se concerter pour les cacher, à un tel moment, il nous faut restituer l'autre dans l'intégralité de son image, de sa culture et de ses modes d'être.

Par ailleurs, on ne dépasse pas le seul niveau de l'économique pur et dur en le saupoudrant de bonnes intentions. C'est au niveau des finalités, des valeurs et du symbolique que les institutions sociales et politiques ont besoin d'être changées. C'est à ce niveau-là que l'intervention des femmes est décisive.

Car leur oeuvre sera culturelle, civilisatrice - ou elle ne sera pas. C'est pourquoi je n'ai pas parlé de féminisme. En tant que lutte contre le sexisme, il est nécessaire. En tant qu'idéologie, il ne suffit pas à rendre compte de l'apport des femmes ensemble à la société de cette fin de siècle et, en particulier, aux enjeux qui se déploient sur le sol de ce continent.

Il est important que les femmes soient présentes parce qu'elles en ont le droit. Mais c'est à long terme plus important qu'elles soient là pour apporter une autre culture, un autre mode de vivre en société.

Il s'agit de culture aussi pour une autre raison. C'est que ce que l'on peut faire pour et dans les institutions ne conduit nulle part s'il n'y a pas un travail qui se fait sur nous-mêmes, en tant que personnes individuelles, un continu processus d'apprentissage, une descente en soi-même, une lucidité accrue sur notre propre réalité personnelle.

Le travail que l'on fait sur soi-même est la seule garantie qu'on est prête à faire un travail ensemble avec d'autres femmes pour une Europe plus humaine, pour un monde plus juste.

Les groupes de femmes n'ont d'autre signification que d'être le contexte où se fait l'ébauche de ce travail et où prend forme la solidarité entre les femmes. Pour atteindre à la fois l'efficacité de l'action réussie et l'humilité la plus transparente.



C'est ce que dit Marguerite Yourcenar sur elle-même :

" J'ai l'impression d'être un instrument à travers lequel des courants, des vibrations sont passés. Et cela vaut pour tous mes livres, et je dirais même pour toute ma vie. Peut-être pour toute vie ; et les meilleurs d'entre nous ne sont peut-être eux aussi que des cristaux traversés."

" Tout vient de loin et va plus loin que nous. Autrement dit, tout nous dépasse et on se sent humble et émerveillé d'avoir été ainsi traversé et dépassé." (MY, 329).

Fundação Cuidar o Futuro